



**Organe subsidiaire de conseil scientifique
et technologique**
Quarante-septième session
Bonn, 6-15 novembre 2017

Point 4 de l'ordre du jour provisoire
Rapport du Comité de l'adaptation

Organe subsidiaire de mise en œuvre
Quarante-septième session
Bonn, 6-15 novembre 2017

Points 10 et 12 de l'ordre du jour provisoire
Questions relatives aux pays les moins avancés
Rapport du Comité de l'adaptation

Rapport du Comité de l'adaptation

Trentième-deuxième réunion du Groupe d'experts des pays les moins avancés

Additif

**Recommandations du Comité de l'adaptation et du Groupe d'experts
des pays les moins avancés pour donner suite au paragraphe 41
de la décision 1/CP. 21 et, en collaboration avec le Comité permanent
du financement, au paragraphe 45 de la décision 1/CP. 21**

Résumé

À sa vingt et unième session, la Conférence des Parties (COP) a demandé au Comité de l'adaptation et au Groupe d'experts des pays les moins avancés (le Groupe d'experts) de mener trois tâches destinées à faciliter l'application de l'Accord de Paris dont le résultat serait examiné à la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA). Le présent document replace les mandats correspondants dans le contexte de l'Accord de Paris et des recommandations sont ensuite présentées pour examen par la Conférence des Parties et/ou la CMA, selon qu'il conviendra, pour chaque mandat. Les éléments pris en considération pour élaborer les recommandations figurent à l'annexe.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Mandats du Comité de l’adaptation et du Groupe d’experts des pays les moins avancés dans le contexte de l’Accord de Paris.....	4–12	3
III. Recommandations pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l’Accord de Paris	13–15	5
A. Modalités permettant de reconnaître les efforts d’adaptation des pays en développement Parties.....	13	5
B. Adoption des mesures nécessaires pour faciliter la mobilisation de l’appui à l’adaptation dans les pays en développement dans le contexte de la limitation de l’élévation de la température moyenne de la planète	14	6
C. Méthodes permettant d’examiner le caractère adéquat et l’efficacité de l’adaptation et de l’appui.....	15	7
Annexe		
Éléments pris en considération dans l’élaboration des recommandations.....		9

I. Introduction

1. À sa vingt et unième session, la Conférence des Parties (COP) a demandé au Comité de l'adaptation et au Groupe d'experts des pays les moins avancés (le Groupe d'experts) de mener trois tâches destinées à faciliter l'application de l'Accord de Paris dont le résultat serait examiné à la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA). Elle leur a ainsi demandé :

a) D'élaborer conjointement des modalités en vue de reconnaître les efforts d'adaptation des pays en développement Parties, comme il est prévu au paragraphe 3 de l'article 7 de l'Accord de Paris, et de formuler des recommandations pour examen et adoption par la CMA à sa première session¹ ;

b) D'élaborer des méthodes et de formuler des recommandations, en collaboration avec le Comité permanent du financement et d'autres institutions compétentes, pour examen et adoption par la CMA à sa première session, sur :

i) L'adoption des mesures nécessaires pour faciliter la mobilisation de l'appui à l'adaptation dans les pays en développement dans le contexte de la limitation de l'élévation de la température moyenne de la planète mentionnée à l'article 2 de l'Accord de Paris² ;

ii) L'examen du caractère adéquat et de l'efficacité de l'adaptation et de l'appui visé à l'alinéa c) du paragraphe 14 de l'article 7 de l'Accord de Paris³.

2. Lors d'une première réunion conjointe en mai 2016, le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts ont décidé d'adopter une démarche en trois étapes pour l'organisation des travaux, qui consisterait à : 1) rassembler et synthétiser les renseignements utiles aux mandats ; 2) recenser un ensemble de méthodes et de modalités possibles (les « options ») et de les valider après consultation des Parties et des acteurs concernés ; et 3) de sélectionner les options à inclure dans les recommandations qui seraient adressées à la CMA à sa première session.

3. Les renseignements pertinents ont été recueillis à partir d'études préliminaires, de communications des Parties et d'autres acteurs, dont le Comité permanent du financement, et de manifestations organisées en marge des conférences des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts ont également décidé d'établir un groupe de travail commun bénéficiant de l'appui de membres du Comité permanent du financement qui mènerait ses travaux entre les réunions pour suivre l'évolution du débat concernant les mandats.

II. Mandats du Comité de l'adaptation et du Groupe d'experts des pays les moins avancés dans le contexte de l'Accord de Paris

4. En vertu de l'Accord de Paris, chaque Partie engage et communique des efforts ambitieux concernant l'atténuation, l'adaptation et l'appui, selon qu'il convient et comme cela aura été déterminé au niveau national, à titre de contribution à la réalisation des objectifs mondiaux. Le cadre de transparence des mesures et de l'appui prévu par l'Accord renforce la confiance mutuelle, promeut une mise en œuvre efficace, et doit être mis en œuvre d'une façon qui soit axée sur la facilitation, qui ne soit ni intrusive ni punitive, qui respecte la souveraineté nationale et qui évite d'imposer une charge excessive aux Parties. Les progrès collectifs accomplis dans la réalisation des objectifs sont évalués périodiquement par un bilan mondial, global et axé sur la facilitation.

¹ Décision 1/CP.21, par. 41.

² Décision 1/CP.21, par. 45 a).

³ Décision 1/CP.21, par. 45 b).

5. Chaque effort d'adaptation consistant notamment à « entreprend[re] des processus de planification de l'adaptation et [à] met[tre] en œuvre des mesures qui consistent notamment à mettre en place ou à renforcer des plans, politiques et/ou contributions utiles » (art. 7, par. 9) contribuera à « l'objectif mondial en matière d'adaptation consistant à renforcer les capacités d'adaptation, à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire la vulnérabilité à ces changements, en vue de contribuer au développement durable et de garantir une riposte adéquate en matière d'adaptation dans le contexte de l'objectif de température énoncé à l'article 2 » (art. 7, par. 1). En outre, l'Accord énonce qu'« un appui international renforcé est fourni en permanence aux pays en développement Parties aux fins de [la mise en œuvre de l'adaptation] » (art. 7, par. 13) et que « les efforts d'adaptation des pays en développement Parties sont reconnus » (art. 7, par. 3).

6. Le cadre de transparence des mesures d'adaptation vise à « fournir une image claire des mesures relatives aux changements climatiques à la lumière de l'objectif énoncé à l'article 2 de la Convention, [...] [en particulier des] mesures d'adaptation [des Parties] au titre de l'article 7, notamment les bonnes pratiques, les priorités, les besoins et les lacunes, afin d'éclairer le bilan mondial prévu à l'article 14 » (art. 13, par. 5). « Le cadre de transparence de l'appui [à l'adaptation] vise à donner une image claire de l'appui fourni et de l'appui reçu par chaque Partie concernée dans le contexte des mesures prises à l'égard des changements climatiques au titre » de l'article 7, entre autres (art. 13, par. 6).

7. Cette image claire peut être apportée par les informations que les Parties doivent communiquer. Chaque Partie devrait « présenter et actualiser périodiquement une communication relative à l'adaptation », qui peut décrire « ses priorités, ses besoins en matière de mise en œuvre et d'appui, ses projets et ses mesures » (art. 7, par. 10). Cette communication peut être soumise en étant « intégrée à d'autres communications ou documents ou présentée parallèlement, notamment dans un plan national d'adaptation, dans une contribution déterminée au niveau national conformément au paragraphe 2 de l'article 4 et/ou dans une communication nationale » (art. 7, par. 11).

8. En outre, « chaque Partie devrait également communiquer des informations sur les effets des changements climatiques et sur l'adaptation à ces changements au titre de l'article 7, selon qu'il convient » (art. 13, par. 8) ; « les pays développés Parties doivent, et les autres Parties qui apportent un appui devraient, communiquer des informations sur l'appui fourni, sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités, aux pays en développement Parties au titre des articles 9, 10 et 11 » (art. 13, par. 9) ; « les pays en développement Parties devraient communiquer des informations sur l'appui dont ils ont besoin et qu'ils ont reçu, sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités au titre des articles 9, 10 et 11 » (art. 13, par. 10).

9. Conformément au paragraphe 14 de l'article 7, le bilan mondial périodique doit, notamment :

- a) Prendre en compte les efforts d'adaptation des pays en développement Parties ;
- b) Renforcer la mise en œuvre de mesures d'adaptation en tenant compte de la communication sur l'adaptation ;
- c) Examiner l'adéquation et l'efficacité de l'adaptation et de l'appui fourni en matière d'adaptation ;
- d) Examiner les progrès d'ensemble accomplis dans la réalisation de l'objectif mondial en matière d'adaptation.

10. Dans le cadre du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris (Groupe de travail spécial), les Parties négocient actuellement :

- a) Les modalités, procédures et lignes directrices concernant le cadre de transparence, notamment l'examen des informations à communiquer sur l'action engagée et la planification en matière d'adaptation, en vue d'échanger collectivement des informations

et de partager les enseignements à retenir⁴, et de l'appui fourni et reçu, notamment de son utilisation, de son impact et de ses résultats estimés⁵ ;

b) Les nouvelles lignes directrices concernant les communications relatives à l'adaptation⁶ ;

c) Les sources de données et les modalités pour le bilan mondial⁷.

11. Si toutes les modalités et méthodes associées à ces mandats sont pertinentes pour aider les pays en développement dans leurs efforts d'adaptation individuels, celles qui concernent la reconnaissance des efforts d'adaptation et les méthodes d'examen du caractère adéquat et de l'efficacité de l'adaptation et de l'appui seront prises en considération dans le bilan mondial.

12. Le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts ont pris en considération les mandats décrits aux paragraphes 4 à 11 ci-dessus en 2016 et 2017 en s'efforçant de mettre au point des modalités et des méthodes, sans préjuger, autant que possible, des résultats des négociations en cours dans le cadre des organes subsidiaires et du Groupe de travail spécial. L'élaboration de modalités et de méthodes s'est avérée difficile, du fait en partie de l'ambiguïté des demandes de la COP, de la difficulté à différencier les modalités et les méthodes, et d'un manque de clarté quant à l'échelle à laquelle les modalités et les méthodes seraient appliquées. Des difficultés supplémentaires sont mises en évidence dans l'annexe.

III. Recommandations pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris

A. Modalités permettant de reconnaître les efforts d'adaptation des pays en développement Parties

13. Rappelant le paragraphe 3 de l'article 7 de l'Accord de Paris et le paragraphe 41 de la décision 1/CP. 21, le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts, sans préjuger de l'issue des débats menés dans le cadre du Groupe de travail spécial au sujet des sources de données et des modalités du bilan mondial (point 6 de l'ordre du jour du Groupe de travail spécial) et des autres points pertinents de l'ordre du jour, et en vue du renforcement, selon des modalités déterminées au niveau national, de la mise en œuvre des mesures d'adaptation et de l'appui, formulent les recommandations ci-après pour examen et adoption par la CMA :

a) Prendre note des travaux existants du Comité de l'adaptation et du Groupe d'experts visant à faire la synthèse des informations concernant certains thèmes de l'adaptation ainsi que les enseignements et les bonnes pratiques à retenir ;

b) Demander au secrétariat, sous la conduite du Comité de l'adaptation et du Groupe d'experts :

i) D'élaborer un rapport de synthèse sur les efforts d'adaptation des pays en développement Parties sur la base des communications sur l'adaptation les plus récentes, des plans nationaux d'adaptation (PNA), des communications nationales, des contributions déterminées au niveau national, des résultats des manifestations mentionnées au paragraphe 13 c) ci-dessous et des rapports mentionnés au paragraphe 13 d) ci-dessous, et de tout autre rapport pertinent établi au titre du cadre de transparence ;

⁴ Décision 1/CP.21, par. 94 c).

⁵ Décision 1/CP.21, par. 94 d).

⁶ Voir le document FCCC/APA/2016/2.

⁷ Décision 1/CP.21, par. 99 et 101.

- ii) D'organiser une manifestation de haut niveau éclairée par les rapports mentionnés aux paragraphes 13 b) i) ci-dessus et 13 d) ci-dessous afin de permettre aux pays en développement Parties de présenter leurs efforts d'adaptation, déterminés au niveau national, pour qu'ils soient reconnus ;
- iii) D'établir un résumé de la manifestation de haut niveau en tenant compte des informations figurant dans le rapport de synthèse mentionné au paragraphe 13 b) i) ci-dessus et de toute autre contribution à déterminer par la CMA ;
- c) Utiliser les manifestations existantes aux niveaux national, régional et mondial, notamment les Expos PNA et les forums de l'adaptation, pour présenter les efforts d'adaptation des pays en développement Parties auprès de spécialistes de l'adaptation ;
- d) Demander au secrétariat, sous la conduite du Groupe d'experts et du Comité de l'adaptation et en collaboration avec les entités concernées relevant ou non de la Convention, d'établir des rapports de synthèse sur certains thèmes de l'adaptation, en mettant l'accent sur les enseignements et les bonnes pratiques à retenir dans les pays en développement Parties et en s'appuyant sur les résultats des manifestations et produits mentionnés au paragraphe 13 b) et c) ci-dessus.

B. Adoption des mesures nécessaires pour faciliter la mobilisation de l'appui à l'adaptation dans les pays en développement dans le contexte de la limitation de l'élévation de la température moyenne de la planète

14. Rappelant les articles 2, 7, 9, 10 et 11 de l'Accord de Paris, le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts, en collaboration avec le Comité permanent du financement et d'autres institutions compétentes, formulent les recommandations ci-après pour examen et adoption par la CMA concernant l'adoption des mesures nécessaires pour faciliter la mobilisation de l'appui à l'adaptation dans les pays en développement dans le contexte de la limitation de l'élévation de la température moyenne de la planète mentionnée à l'article 2 de l'Accord de Paris :

- a) Inviter les pays en développement Parties à renforcer leurs cadres propices, leurs cadres directeurs, leurs institutions et leurs systèmes nationaux de gestion des finances publiques en vue d'améliorer l'accès à l'aide publique internationale et de renforcer la participation du secteur privé ;
- b) Inviter les Parties, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations compétentes, ainsi que les institutions bilatérales et multilatérales, à aider les pays les moins avancés Parties et les autres pays en développement Parties, en s'appuyant sur les travaux du Comité de l'adaptation, du Groupe d'experts et d'autres organes compétents, selon qu'il convient, à mettre en place des cadres propices, des cadres directeurs, des institutions et des systèmes nationaux de gestion des finances publiques, et/ou à renforcer ces dispositifs, afin de mobiliser l'appui nécessaire à l'adaptation, en particulier au renforcement des capacités, notamment dans le cadre du processus d'élaboration et d'exécution des PNA ;
- c) Inviter les pays en développement Parties à évaluer et à hiérarchiser leurs besoins en matière d'adaptation, notamment en prenant en considération les méthodes d'évaluation des besoins en matière d'adaptation⁸ ;
- d) Inviter les Parties à continuer d'entreprendre des processus de planification de l'adaptation et de mettre en œuvre des mesures qui consistent notamment à élaborer et à exécuter des PNA ;
- e) Inviter les pays en développement Parties à tirer avantage des ressources disponibles via les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, afin de renforcer les

⁸ Dont celles qui sont à l'étude en application du paragraphe 42 b) de la décision 1/CP. 21. Voir aussi les documents du Comité de l'adaptation publiés sous les cotes AC/2016/13, AC/2017/4 et AC/2017/12, disponibles à l'adresse : <http://unfccc.int/10375.php>.

capacités institutionnelles dont ils disposent pour déterminer leurs mesures prioritaires dans le domaine de l'action climatique, suivre le financement de l'action climatique et communiquer des informations à ce sujet ;

f) Inviter les Parties et les acteurs concernés à faire en sorte que des mesures soient prises, s'il y a lieu, pour recenser les risques d'effets pervers, qui peuvent être à l'origine d'investissements et de décisions de planification non résilients, et les éliminer ;

g) Demander aux Parties de rendre compte de l'appui fourni et reçu en conformité avec les instruments et les modalités de notification élaborés actuellement dans le cadre de l'Accord de Paris.

C. Méthodes permettant d'examiner le caractère adéquat et l'efficacité de l'adaptation et de l'appui

15. Le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts, en collaboration avec le Comité permanent du financement et d'autres institutions compétentes, formulent les recommandations ci-après pour examen et adoption par la CMA concernant l'examen du caractère adéquat et de l'efficacité de l'adaptation et de l'appui visé au paragraphe 14 c) de l'article 7 de l'Accord de Paris :

a) Saluer les travaux techniques menés par le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts en collaboration avec le Comité permanent du financement, notamment l'étude préliminaire des méthodes existantes et la synthèse des informations communiquées⁹ ;

b) Prendre note des difficultés rencontrées par le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts pour élaborer des méthodes, notamment les différences constatées en ce qui concerne les conditions nationales de l'adaptation, les difficultés pour déterminer des niveaux de référence et des objectifs en matière d'adaptation, et le manque de paramètres de mesure communs pour mesurer les progrès accomplis dans le domaine de l'adaptation ;

c) Constater que l'état actuel des connaissances est insuffisant pour traiter le mandat et que son amélioration demandera du temps et des efforts ;

d) Recommander que des travaux techniques supplémentaires soient entrepris en faisant fond sur les travaux existants du Comité de l'adaptation et du Groupe d'experts¹⁰ et en tenant compte des travaux pertinents actuellement menés dans le cadre de la Convention et à l'extérieur, par les Parties, les universitaires et d'autres acteurs, en vue d'élaborer des méthodes permettant d'examiner le caractère adéquat et l'efficacité de l'adaptation et de l'appui ;

e) Recommander que les contributions ci-après aux travaux techniques mentionnés au paragraphe 15 d) ci-dessus soient effectuées par le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts en collaboration avec le Comité permanent du financement et les experts compétents :

i) Poursuivre l'analyse des méthodes permettant d'examiner le caractère adéquat et l'efficacité de l'adaptation et de l'appui, en tenant compte des communications mentionnées au paragraphe 15 f) ci-dessous ;

ii) Échanger et diffuser des renseignements sur les méthodes, notamment les paramètres de mesure, permettant d'examiner le caractère adéquat et l'efficacité de l'adaptation et de l'appui ;

⁹ Voir les documents du Comité de l'adaptation et du Groupe d'experts publiés sous les cotes AC-LEG/2016/2, AC-LEG/2017/2 et AC-LEG/2017/3, disponibles à l'adresse : <http://unfccc.int/9785.php>, pour des informations détaillées sur les travaux techniques entrepris.

¹⁰ Dont l'outil du Groupe d'experts pour le suivi et l'évaluation des progrès, de l'efficacité et des lacunes et les travaux du Comité de l'adaptation sur le suivi et l'évaluation et les indicateurs.

f) Recommander que les Parties, les organisations du système des Nations Unies et d'autres organisations compétentes, ainsi que les institutions bilatérales et multilatérales, soumettent des renseignements au Comité de l'adaptation et au Groupe d'experts sur les lacunes, les difficultés, les possibilités et les options associées aux méthodes permettant d'examiner le caractère adéquat et l'efficacité de l'adaptation et de l'appui.

Annexe

Éléments pris en considération dans l'élaboration des recommandations

[Anglais seulement]

I. Modalities to recognize the adaptation efforts of developing countries

1. In developing the modalities, the Adaptation Committee (AC) and the Least Developed Countries Expert Group (LEG) considered the types of efforts that should be recognized, how to recognize those efforts and who should recognize them. The AC and the LEG recommended that the recognition of efforts should provide an opportunity for all developing countries to showcase their efforts over time, in a non-competitive manner, and should not create undue reporting burden.

2. Regarding which efforts of developing countries to recognize, the AC and the LEG acknowledged that such determination should be country-driven and could include:

(a) Financial, technological and capacity-building investments in policies, projects and programmes aimed at planning and implementing adaptation, including climate risk and vulnerability assessments;

(b) Processes and systems that enable or facilitate effective adaptation planning and implementation, including institutional arrangements, governance systems, and access to scientific information and analysis for decision-making;

(c) National adaptation plans (NAPs) and subnational and sectoral action plans, strategies or policy documents, with relevant policies, projects and programmes for concrete adaptation activities;

(d) Actions at the national, subnational and community levels, including those undertaken with non-Party stakeholders;

(e) Outcomes or demonstrable results (from the implementation of policies, projects and programmes) in strengthening resilience, enhancing adaptive capacity, reducing vulnerability to climate change and integrating adaptation in development planning, as well as, where feasible, autonomous adaptation outcomes (i.e. those that are not directly due to a project or programme) and impacts on sustainable development more broadly.

3. Regarding the question of how to recognize such efforts, the AC and the LEG underline the importance of periodically and comprehensively analysing and synthesizing information that would not only feed into the global stocktake but also would respond to the notion of collectively exchanging information and sharing lessons learned under the transparency framework. The AC and the LEG also see a need for striking a balance between recognition at the global level by all Parties and recognition at the regional or country level by some Parties.

II. Taking the necessary steps to facilitate the mobilization of support for adaptation in developing countries in the context of the limit to global average temperature increase

4. Support for adaptation in developing countries comes from a variety of sources, including:

(a) International bilateral and multilateral public support, in line with the Paris Agreement, which stipulates that “continuous and enhanced international support shall be

provided to developing country Parties for the implementation of paragraphs 7, 9, 10 and 11 of this Article, in accordance with the provisions of Articles 9, 10 and 11” (Article 7, paragraph 13);

- (b) Domestic public support;
- (c) Private sector engagement and investments;

(d) Other support, including that provided under the 2030 Agenda for Sustainable Development in the context of the Addis Ababa Action Agenda on financing for development and sourced through innovative means.

5. In the context of the temperature goal, the AC and the LEG recall Parties “recognize that the current need for adaptation is significant and that greater levels of mitigation can reduce the need for additional adaptation efforts, and that greater adaptation needs can involve greater adaptation costs” (Article 7, paragraph 4).

6. One example of the challenges faced in addressing this mandate is that for some Parties, facilitating the mobilization of support is a task tied to budgetary processes and therefore a short-term measure. These Parties emphasize that different temperature pathways and related impact risk scenarios will, according to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), come into effect only after 2030 and are highly dependent on mitigation efforts to be undertaken until then. For other Parties, the context of the temperature goal is essential as they consider that adaptation actions – both current and potential – should be compared under different temperature scenarios, and future adaptation actions should be tailored to the level of mitigation reported in the nationally determined contributions (NDCs). The importance of framing support and investments in terms of risk management (i.e. protecting previous, existing and future investments) and sustainable development was highlighted by these Parties.

7. Methodologies in the context of the mobilization of support, which includes finance, technology development and transfer, and capacity-building support, are understood to be measures that may be used by both providers and recipients of support. Many such measures exist and those that have the highest potential of addressing support needs should be deployed.

8. Steps to facilitate the mobilization of the different types of support through various measures may include:

- (a) Those taken by the recipients of support;
- (b) Those taken by the providers of support;
- (c) Actions to share information and enhance cooperation between providers and recipients.

A. Steps taken by recipients of support

1. Creating enabling environments

9. An enabling environment is important to encourage the integration of adaptation into development planning processes and strategies across all sectors and at different levels, as appropriate, to improve access to international public support, and to increase investor confidence and private sector support.

10. Such enabling environments may be created through:

(a) Developing policies and regulations, including the adoption of building codes, land tenure laws, and legislation, tax incentives and associated capacity-building for public–private partnerships. Existing laws and policies, including their application, could be examined to identify and subsequently remove perverse incentives for making non-resilient or maladaptive investments and planning decisions;

(b) Strengthening policy frameworks and institutions, for example by enacting national climate legislation or setting up inter-institutional coordination structures and

encouraging national dialogues, both technical and political, with a broad range of stakeholders, to allow for the identification of priorities and the setting of minimum criteria for accessing financial resources;

(c) Strengthening national public financial management systems so that countries can effectively manage, track and review climate finance and monitor and evaluate how support needs are being addressed;

(d) Establishing national implementing entities to help in building capacity and expertise for the country and for future related activities well as permanent adaptation teams to continuously implement adaptation activities.

11. The Conference of the Parties (COP) welcomed progress made and requested Parties to continue to enhance their enabling environments and policy frameworks to facilitate the mobilization and effective deployment of climate finance.¹¹

2. Assessing and prioritizing adaptation support needs

12. As noted in the report of the in-session workshop on long-term climate finance in 2016,¹² country-driven processes for the assessment of adaptation needs in developing countries are fundamental for scaling up adaptation finance.

13. Developing countries could assess their adaptation needs considering temperature scenarios in line with Article 2 of the Paris Agreement and the global goal on adaptation, associated impacts and adaptation costs. Such assessments could look at different sectors, territories and subnational entities, and could engage a wide range of stakeholders. The process to formulate and implement NAPs has been highlighted as a mechanism for identifying adaptation priorities and needs in this regard as it has ownership and agreement from government, business and civil society.

14. As part of the assessment and prioritization of needs, developing countries could assess their current levels of support for adaptation. Based on the projected support needs, countries could undertake a gap analysis to determine whether additional support is needed and, if so, what type (finance, technology development and transfer, or capacity-building) and how much. The gap analysis could also reveal existing barriers to mobilizing support, including limitations in accessing support or the lack of capacity and an enabling environment to attract and absorb support.

15. Once support needs are known, developing countries could develop strategies for the implementation and mobilization of support, and translate their needs into bankable projects.

B. Steps taken by providers of support

16. Important steps in facilitating the mobilization of support are scaling up and enhancing access to adaptation support, including support provided through the Financial Mechanism and the Technology Mechanism.

17. Financial support has been scaled up over the years through the Least Developed Countries Fund and the Special Climate Change Fund managed by the Global Environment Facility (GEF), the Adaptation Fund and more recently the Green Climate Fund (GCF), as well as through other bilateral and multilateral support arrangements. These steps have been recognized by the COP; most recently, the COP urged developed country Parties to continue to scale up climate finance and to continue their efforts to channel a substantial share of public climate funds to adaptation activities.¹³

18. Scaling up finance is being considered by the COP as part of its deliberations on long-term climate finance, which for the period from 2014 to 2020 considers, inter alia, biennial submissions from developed country Parties on their strategies and approaches for

¹¹ Decision 7/CP.22, paragraph 4.

¹² FCCC/CP/2016/5.

¹³ Decision 7/CP.22, paragraph 5.

scaling up climate finance. The 2017 compilation and synthesis of these submissions illustrates different types of domestic legislation, policies and strategies that positively contribute to the mobilization of climate finance, including national laws governing international development cooperation, national climate finance strategies, and specific instructions from governments to development agencies.¹⁴

19. In their 2016 road map to achieve the goal of jointly providing USD 100 billion annually by 2020 for mitigation and adaptation, developed countries recognized that adaptation is a priority for many developing countries and committed to significantly increasing finance for adaptation. Based on their pledges, an analysis of the Organisation for Economic Co-operation and Development indicates that the amount of public adaptation finance (bilateral and attributed multilateral) is projected to at least double in volume between 2013–2014 and 2020.¹⁵

20. Progress made to date in enhancing access to finance by developing countries was noted by the COP, while further emphasizing the continued challenges that developing countries face in this regard, in particular those with capacity constraints. The COP further encouraged Parties and relevant institutions to continue working in this regard in order to enhance access to finance from a wide variety of sources, public and private, bilateral and multilateral.¹⁶

21. Access is being enhanced by simplifying and streamlining access procedures and by enhancing developing countries' capacities, including through readiness programmes. For example, the GCF's Readiness Programme provides resources for strengthening the institutional capacities of designated national authorities or national focal points and direct access entities to efficiently engage with the GCF and for the process to formulate and implement NAPs.

C. Actions to share information and enhance cooperation between providers and recipients

22. Information between providers and recipients of support needs to be exchanged:

(a) To raise awareness and share lessons learned on the different tools and instruments available to recipients and providers of support;

(b) To enhance the transparency of support and inform the global stocktake, whose outcome shall inform Parties in updating and enhancing, in a nationally determined manner, their actions and support.

23. There are several avenues for sharing information, raising awareness and sharing lessons learned on mobilizing support for adaptation, including the Standing Committee on Finance (SCF)'s forums on climate finance, the in-session workshops on long-term climate finance, workshops and activities of the AC and the LEG, including NAP Expos and Adaptation Forums, and workshops and activities of the Technology Executive Committee and the Paris Committee on Capacity-building. The SCF regularly provides the COP draft guidance for the GCF and the GEF and makes recommendations on how to improve the coherence, effectiveness and efficiency of the operating entities.

24. To enhance the transparency of support, the SCF prepares a biennial assessment, an overview of climate finance flows, which includes the geographical and thematic balance of such flows and draws on available sources of information, including: national communications, biennial reports and biennial update reports of developed and developing country Parties; information provided in the registry; information provided by Parties on assessments of their needs; reports prepared by the operating entities of the Financial Mechanism; and information available from other entities providing climate finance.

¹⁴ FCCC/CP/2017/INF.1.

¹⁵ OECD. 2016. *2020 Projections of Climate Finance Towards the USD 100 Billion Goal*. Technical Note. Available at www.oecd.org/environment/cc/oecd-climate-finance-projection.htm.

¹⁶ Decision 7/CP.22, paragraph 8.

25. Transparency and accountability is further enhanced as the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement currently develops modalities, procedures and guidelines for reporting on support provided, needed and received, as required by Article 13, paragraphs 9 and 10, of the Paris Agreement.¹⁷ Hence the AC and the LEG's recommendations do not cover the reporting or sharing of information.

26. Reporting on support provided and received, including the use, impact and estimated results thereof, will inform the support component of the global stocktake as well as the adaptation component, in particular the review of the adequacy and effectiveness of adaptation and support.

III. Methodologies for reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation and support

27. The AC and the LEG considered the scope and information sources of such a review, how such a review could be undertaken and how methodologies could be developed. Additional technical work is required before methodologies can be developed.

28. Consistent with the provisions for the global stocktake, the AC and the LEG consider that the focus of reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation and support should be on collective progress, and that the review should be undertaken in a comprehensive and facilitative manner, building on existing processes to the extent possible and possibly evolving over time.

29. The outcomes of reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation and support – together with the outcomes from the other adaptation components, the support component and the mitigation component of the global stocktake, which will determine progress towards the goal to limit temperature increase – will inform Parties in updating and enhancing, in a nationally determined manner, their adaptation action and support. In addition, the outcome of reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation and support should also facilitate learning and knowledge-sharing.

30. In line with the global stocktake's objective of assessing the collective progress towards achieving the purpose of the Paris Agreement and its long-term goals, reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation and support should determine whether collective adaptation efforts and collective support provided and received are adequate (sufficient) and effective (successful) in achieving Article 2, paragraph 1(b), and Article 7, paragraph 1 (the global goal on adaptation).

31. With respect to the adequacy and effectiveness of adaptation, the review could consider the degree to which:

- (a) The ability and capacity to adapt to the adverse impacts of climate change has been increased;
- (b) Climate resilience has been fostered or strengthened and vulnerability to climate change has been reduced;
- (c) Contributions to sustainable development have been made;
- (d) Adaptation actions are adequate in the context of the temperature goal referred to in Article 2.

32. The nature of adaptation, including its long timescales, the uncertainty associated with its impacts and its context-specificity, and difficulties in setting baselines and targets and the consequent lack of common metrics to measure the reduction of vulnerability or the enhancement of adaptive capacity all constrain reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation. Metrics are slowly evolving but require further testing to gain broader acceptance.

¹⁷ Decision 1/CP.21, paragraphs 91 and 94(d).

33. In addition, the many challenges faced by developing countries, including those related to accessing adequate means of implementation, as well as the importance of building capacities to identify adaptation needs and to meet collective goals must be taken into account when reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation and support. Data availability, in particular data at the appropriate scale, time frame and format, and the capacity to use them is an issue common to many countries and determines the extent and quality of monitoring and evaluation systems for adaptation.

34. The development of monitoring and evaluation systems has progressed, including through use of the LEG's tool for monitoring and evaluating progress, effectiveness and gaps in the process to formulate and implement NAPs, to allow not only for monitoring and evaluation of the adaptation process (e.g. measuring the degree of coordination and integration of adaptation into national priorities), but also increasingly for monitoring and evaluation of adaptation outcomes and impacts (e.g. measuring the degree of vulnerability reduction).

35. With respect to the adequacy and effectiveness of support (finance, technology development and transfer, and capacity-building), the review could consider the degree to which:

(a) Support has been provided by developed countries, in accordance with Articles 9, 10 and 11 of the Paris Agreement, to meet the identified adaptation needs of developing countries, including the scale and ease of accessing such support, as appropriate;

(b) Support has been received by developing countries, in accordance with Articles 9, 10 and 11 of the Paris Agreement, to support their country-driven adaptation efforts, including consideration of their enabling environment and absorptive capacity, as appropriate;

(c) Support is adequate in the context of the temperature goal referred to in Article 2, including the costs of impacts and the costs of adaptation efforts for developing countries;

(d) Support has been effective in strengthening resilience and reducing vulnerability;

(e) Support has been used efficiently so as to achieve the greatest effect in strengthening resilience and reducing vulnerability;

(f) Support is coordinated well among the various internal and external actors.

36. Reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation and support would be based on an analysis of countries' individual adaptation efforts, including process, outputs and outcomes, of support provided by developed countries and of support received by developing countries, as communicated through relevant adaptation and support communication channels, including adaptation communications, NDCs, NAPs, national communications, the transparency framework, biennial reports and biennial update reports, and relevant direct submissions of information from Parties.

37. In addition to information provided by Parties, the review could consider reports from:

(a) Bodies and processes under the Convention, including the AC, the LEG, the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change, the SCF, the Technology Executive Committee, the Climate Technology Centre and Network and the Paris Committee on Capacity-building;

(b) The GCF, the GEF and the Adaptation Fund;

(c) The review of the Financial Mechanism, the review of the Adaptation Fund, and the periodic assessment of the Technology Mechanism;

(d) United Nations agencies, and regional and other organizations;

(e) The IPCC.

38. Regarding the potential to aggregate national-level assessments to capture collective global progress towards strengthened adaptive capacity and reduced vulnerability, the AC and the LEG are mindful of the difficulties in summing country-specific metrics. Parties in their NDCs highlighted that they have established or will establish adaptation and vulnerability indicators and baselines to monitor and measure progress. Parties reported both quantitative (e.g. number of people benefiting from adaptation activities, number of hectares with drought-resistant crops under cultivation, forest coverage increases to 45 per cent) and qualitative (e.g. degree of integration of adaptation into sectoral policies and plans, level of awareness) indicators.

39. To support the assessment of the outcomes and impacts of adaptation at the national level, countries could individually determine baseline or reference levels for risks and vulnerability and targets or goals. Country-led regular monitoring and evaluation using carefully selected metrics would offer a meaningful way of assessing the success of adaptation over time. Those national trends could then be reviewed at the global level to make qualitative assessments of global trends, possibly using scores to capture, for example, the degree to which the ability and capacity to adapt to the adverse impacts of climate change has been increased. Such qualitative assessments using scorecards are being tested through the LEG's tool for monitoring and evaluating progress, effectiveness and gaps, the Adaptation Fund, the GEF and the Pilot Program for Climate Resilience.

40. As countries are developing monitoring and evaluation systems for adaptation at the national level, including agreeing on and applying adaptation metrics, and are enhancing their abilities to track the provision and receipt of adaptation support over time, it may be worthwhile to periodically assess the methodologies underlying the review of the adequacy and effectiveness of adaptation and support.

41. Regarding the question of how to review the adequacy and effectiveness of adaptation and support, the AC and the LEG underline the importance of periodically and comprehensively analysing, synthesizing and exchanging information to determine whether collective adaptation efforts and collective support provided and received are adequate (sufficient vis-à-vis adaptation needs) and effective (successful vis-à-vis plans) in achieving Article 2, paragraph 1(b), and Article 7, paragraph 1, of the Paris Agreement.

42. Similar to the process of international consultation and analysis, a technical team of experts or the AC and the LEG could undertake a preliminary review of relevant information by applying agreed metrics as an input to periodic in-session meetings of experts, which would be aligned with the five-year cycle of the global stocktake. Reports of these in-session meetings would then feed into and inform the global stocktake.
